

LANCEURS D'ALERTE

Systematiquement réprimés en Algérie

Les whistle-blowers ou «lanceurs d'alerte». Les personnes qui dénoncent des pratiques de corruption au sein d'une organisation, d'une institution, d'une unité administrative ou d'une entreprise sont appelées des «whistle-blowers» (dénonciateurs).

De qui s'agit-il ? Le lanceur d'alerte se définit comme «toute personne qui a connaissance de manquements graves à la loi ou aux règlements, ou de faits porteurs de risques graves». Il a «le droit de communiquer, dans l'intérêt général, les renseignements qui y sont relatifs», notamment quand «ce lanceur d'alerte agit de bonne foi, sans espoir d'avantage propre ni volonté de nuire à autrui». L'alerte pourra être donnée au sein de l'entreprise ou de l'administration concernée, ou auprès d'interlocuteurs externes (justice, ordres professionnels, associations...), voire être rendue publique en l'absence de réaction ou en cas d'urgence. La responsabilité pénale du lanceur d'alerte de bonne foi ne pourra être engagée s'il divulgue des informations couvertes par le secret — hors secret de la Défense nationale, secret médical ou secret entre l'avocat et son client. Si, en Algérie, on continue de leur faire subir toutes sortes de repré-

sailles, dans d'autres pays en voie de développement qui ont choisi le changement démocratique (Liban, Nigeria et Tunisie par exemple, voir articles ci-dessous), des mesures sont prises pour les protéger, les encourager et même les rémunérer. L'acte dénoncé doit se référer à une pratique illicite, c'est-à-dire à un délit puni par le code pénal. Même si les dénonciateurs sont souvent accusés d'être des employés déloyaux, ils jouent un rôle important dans la détection des cas de corruption, car contrairement à d'autres délits, il n'y a pas de victimes directes qui pourraient porter plainte.

En Algérie — malheureusement trop souvent —, ils peuvent soit perdre leur travail — ce qui n'est pas le plus embêtant — soit tomber entre les mains des services de sécurité. Concrètement, cela signifie : convocation, mise sous mandat de dépôt, intimidation de toutes sortes jusqu'à présentation devant le juge ou le procureur. Résultats : licenciements,



emprisonnements harcèlements policiers, administratifs et judiciaires, etc.

Le pouvoir et ses démembrements, notamment dans les wilayas les plus reculées, s'en prennent systématiquement à ceux qui osent exprimer un point de vue différent du leur, à ceux qui ont le courage de rendre publiques toutes sortes de

revendications sociales ou économiques, voire culturelles et identitaires. D'ailleurs, prenons l'exemple des dénonciateurs de la corruption : les représailles à leur encontre sont quasi systématiques. Et la situation se complique lorsque les activistes ou même les journalistes sont situés à l'intérieur du pays, loin d'Alger et d'une médiatisation

immédiate. Les militants associatifs, les journalistes et même la classe politique d'opposition sont complètement isolés : ce qui se passe à l'intérieur du pays est effrayant. Mais toute cette répression ne dissuade pas ces citoyens de plus en plus convaincus que le changement est en cours.

Djilali Hadjadj

Au Liban, le chef de l'État promet de protéger «tout Libanais» qui dénoncerait la corruption

Le chef de l'État libanais Michel Aoun a insisté il y a quelques jours sur la nécessité pour les citoyens de se soumettre à la loi, précisant que le processus de l'édification de l'État a commencé. Devant ses visiteurs, M. Aoun a tenu à souligner que ce processus a besoin «de la contribution de tous les Libanais», qui devront

notamment participer au chantier des réformes et du changement. Il a ainsi appelé les citoyens «à garder les yeux ouverts» et à assumer leur part dans la lutte contre la corruption, promettant «une protection de la part de l'État pour tous ceux qui œuvrent dans cette direction et dénoncent les personnes corrompues».

Le Nigeria promet de récompenser et protéger les lanceurs d'alerte

Le Nigeria a promis de récompenser financièrement et de protéger ceux qui dénonceraient des détournements de fonds publics, dans le cadre de la croisade lancée par le gouvernement contre la corruption endémique dans ce pays.

«S'il y a un retour volontaire des fonds ou des avoirs publics volés ou cachés grâce aux informations fournies, le lanceur d'alerte peut avoir droit de 2,5 à 5% du montant total recouvré», a déclaré à des journalistes la ministre des Finances du Nigeria, mercredi 28 décembre 2016 : «L'objectif de cette politique est de révéler plus souvent au grand jour les crimes financiers ou assimilés, de soutenir la lutte contre ces crimes finan-

ciers et la corruption, et d'améliorer le niveau de confiance dans les entités publiques.» Selon la ministre, cette mesure va permettre d'encourager la transparence dans la gestion des fonds publics, et les montants récupérés seront réaffectés au financement d'infrastructures dans le pays.

«Tout dommage donnera lieu à réparation»

Le dispositif prévoit «l'anonymat» et «la protection du lanceur d'alerte contre d'éventuelles sanctions». «Si vous donnez l'alerte avec civisme et de bonne foi, vous serez protégé. Si vous avez été victime de harcèlement, d'intimidation ou de représailles pour

avoir partagé des informations, tout dommage subi donnera lieu à réparation», a ajouté la ministre nigériane des Finances.

Le président nigérian Muhammadu Buhari, élu en 2015, a fait de la lutte contre la corruption endémique au Nigeria son principal cheval de bataille, accusant l'administration de l'ex-président Goodluck Jonathan d'avoir pillé les caisses de l'État.

Des dizaines d'anciens barons proches du pouvoir, dont des ministres et des juges très haut placés, ont été accusés de corruption ou de blanchiment d'argent et doivent aujourd'hui en répondre devant les tribunaux.

LSC

«En Tunisie, considérer la dénonciation de la corruption comme une action patriotique et citoyenne»

La dénonciation de la corruption doit être intégrée dans la culture de la société tunisienne et considérée comme une action patriotique et citoyenne qui contribue à la lutte contre la corruption, a déclaré le président du Haut-Comité du contrôle administratif et financier, Kamel Ayedi.

Dans une déclaration, à l'issue de son audition mercredi 21 décembre 2016 par la Commission des droits, des libertés et des relations extérieures, Ayedi a indiqué que «ce qui a fait défaut à l'expérience de la dénonciation de la corruption dans certains pays n'est pas d'ordre législatif, mais d'ordre culturel». Ayedi a été entendu à propos de la proposition de loi relative à la dénonciation de la corruption et à la protection des dénonciateurs.

Il a souligné la nécessité de passer de «l'incrimination de la corruption à l'incrimination de l'absence d'une politique de prévention de la corruption», en obligeant les institutions publiques et privées à se doter d'une politique interne de prévention de la corruption.

«80% de la lutte contre la corruption passe par la prévention et seulement 20% par la sanction», a-t-il dit. Kamel Ayedi a, en outre, insisté sur les garanties qui doivent être réunies dans le projet de loi sur la dénonciation de la corruption pour la protection du dénonciateur, tout en le tenant responsable de toute dérive grave quant au devoir de dénonciation. Et d'estimer que la proposition de loi relative à la dénonciation de la corruption et à la protection des dénonciateurs pourrait constituer un point de départ pour la promulgation d'une nouvelle loi en matière de protection des dénonciateurs et l'édification d'une culture de la dénonciation, en dépit des lacunes que présente ladite proposition de loi.

LSC